

Communiqué de presse

19 Mai 2020

Rencontre avec les représentants de Take Care of Care

Le jeudi 14 mai, la Première ministre Sophie Wilmès, la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Maggie De Block, et le ministre fédéral temporairement en charge des *Corona taskforces*, Philippe De Backer ont reçu **des représentants de Take Care of Care au Lambermont**. Pour rappel, *Take Care of Care* est un mouvement citoyen qui s'est créé dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire COVID-19 et de son impact sur l'avenir des soins de santé en Belgique. Les constats du mouvement ont été compilés dans un manifeste qui réunit déjà plus de 30.000 signatures. Cette réunion s'est tenue en présence du représentant de la *Task force Dépistage et Suivi des Contacts*, Emmanuel André, et de Pedro Facon, directeur général des Soins de santé du *SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement*, également secrétaire de la CIM Santé et président de la *Task force Surge Capacity*.

Cette réunion était l'occasion de pouvoir **entendre les différentes préoccupations des professionnels de la santé qui vivent, au quotidien, la problématique de l'épidémie sur le terrain**.

Parmi les sujets abordés, la demande des représentants de *Take Care of Care* de rendre le port du masque obligatoire dans toute la sphère publique a été discutée. Il a été rappelé par la Première ministre que la **non-obligation du port du masque généralisé**, repose avant tout sur l'avis des experts du *Risk Management Group* et du Conseil Supérieur de la Santé. Le port du masque ou d'une protection couvrant la bouche et le nez a été rendu obligatoire dans les transports en commun. Dans les autres cas, il est évident que porter un masque est une protection supplémentaire et justifie qu'une communication claire et une campagne de sensibilisation *-Je te protège, tu me protèges-* soit réalisée très rapidement.

Par ailleurs, cette réunion était aussi l'occasion de rassurer les représentants de *Take Care of Care* sur la **question de l'approvisionnement en équipements de protection**. Cet approvisionnement est constant et reste en priorité dirigé vers les professionnels de la santé. À titre préventif, des procédures existent en parallèle dans le cas où une pénurie était constatée à l'avenir sur le terrain.

La question du dépistage et du suivi des contacts en particulier via les centres de triage et les médecins généralistes a été abordée. La collaboration avec tous les professionnels sera renforcée et les outils de communication adaptés afin de surmonter les difficultés dans sa mise en œuvre.

La **question des tests sérologiques** a également fait l'objet de discussions. Le gouvernement fédéral a annoncé la publication imminente d'un arrêté royal sur la question, accompagnée d'une circulaire de l'Inami qui fixera les conditions de remboursement des tests et lèvera l'interdiction de facturation aux patients dont la prescription d'analyse ne ferait pas partie des conditions de remboursement. Il a également fait part de toute sa confiance envers les médecins pour recourir à ces tests en bonne intelligence et comme toujours, dans une relation de confiance avec les patients. L'utilisation coordonnée des tests rapides par les médecins de première ligne a fait l'objet d'un consensus.

Un des aspects importants abordés est celui **de l'impact de cette crise sur l'épuisement physique et psychologique des soignants**, dont on connaît l'implication et l'entier dévouement ces derniers mois face à des conditions souvent difficiles. Une attention particulière sera apportée à des mesures spécifiques dans les

prochaines semaines. Dans ce contexte, il a été rappelé que des décisions ont d'ores et déjà été prises comme le remboursement des (télé)consultations psychologiques. Par ailleurs, une enquête de Sciensano sur ce sujet sera publiée sous peu.

Enfin, les représentants de Take Care of Care ont insisté sur la réalisation d'un cadastre du personnel soignant touché par l'infection et la Première Ministre a assuré que c'était à l'ordre du jour. En outre, ils rapportent que les AR introduisant des compétences pour des « professionnels non qualifiés » et organisant la réquisition du personnel de santé ont été ressentis comme une agression par les professionnels de l'art infirmier.

À la fin de la réunion, il a été convenu que **les parties continueront leurs échanges au regard de l'évolution de la situation.**

URL source: <https://archive.premier.be/fr/Rencontre-avec-les-representants-de-Take-Care-of-Care>